

Maisons pillées et retours entravés par l'extorsion: violations commises à l'encontre des personnes retournant à Afrin après la chute du régime



L'organisation "Syrians for Truth and Justice" appelle le gouvernement transitoire à protéger les droits, à mettre un terme aux pratiques d'extorsion, à traduire les responsables en justice, à indemniser les victimes et à garantir la protection juridique nécessaire aux personnes kurdes déplacées d'Afrin.

Juillet 2025



Funded by
the European Union



CEASEFIRE
centre for civilian rights

 Maisons pillées et retours entravés par l'extorsion: violations commises à l'encontre des personnes retournant à Afrin après la chute du régime

Maisons pillées et retours entravés par l'extorsion: violations commises à l'encontre des personnes retournant à Afrin après la chute du régime

L'organisation "Syrians for Truth and Justice" appelle le gouvernement transitoire à protéger les droits, à mettre un terme aux pratiques d'extorsion, à traduire les responsables en justice, à indemniser les victimes et à garantir la protection juridique nécessaire aux personnes kurdes déplacées d'Afrin.

Ce travail a été réalisé avec le soutien de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du "Ceasefire Centre for Civilian Rights" et de "Syrians for Truth and Justice", et ne reflète pas nécessairement les positions de l'Union européenne.

Introduction

À la suite de la chute du régime syrien en décembre 2024, de nombreuses personnes déplacées originaires d'Afrin ont tenté de retourner dans leurs maisons et sur leurs terres, qu'elles avaient été contraintes d'abandonner lors de l'opération "Rameau d'olivier" en 2018. Cependant, les personnes de retour ont été confrontées à de multiples violations : occupation illégale de leurs habitations, extorsion en contrepartie de leur restitution, pillage du mobilier et des biens avant abandon.

Dans ce contexte, le présent rapport succinct vise à documenter ces violations à l'encontre de la population autochtone d'Afrin, en mettant l'accent sur le droit à la propriété, le droit à un logement décent et le droit à une vie digne. Il entend alerter les acteurs locaux et internationaux, les organisations de la société civile ainsi que les décideurs, sur l'urgence d'établir des mécanismes efficaces de reddition de comptes et de protection des droits de propriété, garantissant un retour sûr et digne des personnes kurdes déplacées, à l'abri de l'extorsion et de la violence, dans une perspective de stabilité sociale et de justice.

Pour l'élaboration de ce rapport succinct, "Syrians for Truth and Justice" a mené, en juin 2025, huit entretiens approfondis en ligne via des applications de communication sécurisées. Après avoir donné leur consentement éclairé, toutes les personnes interrogées ont été informées du caractère volontaire de l'entretien et des modalités d'utilisation des informations partagées, y compris leur publication dans ce rapport. Par crainte de représailles à leur encontre ou contre leurs familles, elles ont choisi l'anonymat. En conséquence, des pseudonymes ont été utilisés pour désigner les témoins cités.

Contexte

Le 20 janvier 2018, l'armée turque a annoncé le lancement de l'opération "Rameau d'olivier" visant à prendre le contrôle de la région d'Afrin, avec la participation directe de "l'Armée nationale syrienne". Par la suite, le 24 mars 2018, l'armée turque a déclaré avoir imposé son contrôle sur l'ensemble de la région d'Afrin et ses environs. Cette prise de contrôle a été suivie de pillages massifs et organisés des biens appartenant à la population kurde. L'opération a entraîné un déplacement forcé à grande échelle des habitants autochtones, le vidage de leurs villages et l'appropriation de leurs propriétés.

Dans la foulée, des milliers de personnes déplacées arabes, en provenance notamment de la campagne nord de Homs, de la Ghouta orientale et d'autres régions – en particulier les familles de combattants de factions armées – ont été installées dans les maisons et sur les terres des Kurdes déplacés, avec l'accord et le soutien direct des forces turques ainsi que de certaines organisations humanitaires. Cette installation s'est accompagnée d'une politique systématique d'appropriation illégale des biens privés, justifiée par l'argument de "butin de guerre", et s'est traduite par l'exploitation et la location de ces

biens à d'autres personnes déplacées, transformant cette pratique en une forme de commerce illicite bénéficiant aux chefs de factions armées.

Des rapports antérieurs de défense des droits humains, dont des enquêtes menées par "Syrians for Truth and Justice", ont documenté les sommes considérables engrangées par certains commandants de factions grâce à la mainmise sur les biens immobiliers et à l'imposition de redevances.

Cette réalité s'est maintenue après la chute du régime d'Assad. Malgré les promesses faites par les autorités transitoires de restituer les droits aux populations kurdes, les violations à l'encontre des personnes de retour, qui ont dû affronter de graves obstacles, n'ont pas cessé: extorsion financière en échange de l'évacuation de leurs habitations, pillages et destructions de leurs biens, y compris la dévastation délibérée des vergers et des infrastructures agricoles. Les témoignages recueillis révèlent la faiblesse des structures de sécurité et d'administration locales, incapables de protéger les droits de propriété ou de mettre un terme aux abus, ce qui a rendu l'environnement du retour ni sûr ni propice à une réinstallation durable des personnes déplacées.

Ce résumé en français est basé sur le document original préparé par l'organisation "Syrians for Truth and Justice".

Pour consulter l'intégralité du rapport ainsi que les faits et témoignages qu'il contient, veuillez consulter les liens suivants:

En anglais

En arabe



À propos de STJ

"Syrians for Truth and Justice" est une organisation de défense des droits de l'homme, non gouvernementale, indépendante, impartiale et à but non lucratif. L'idée de sa création est née chez l'un de ses fondateurs, motivé par son désir de contribuer à la construction de l'avenir de son pays d'origine, la Syrie, lors de sa participation au programme de bourses pour des pionniers de la démocratie (the Leadership Development Fellowship LDF), conçu par l'Initiative de partenariat américano-moyen-oriental (State's U.S.-Middle East Partnership Initiative MEPI) aux États-Unis en 2015.

À propos de Ceasefire



Au fil des années de travail en Irak, en République démocratique du Congo et dans d'autres zones de conflit, nous avons été profondément inspirés par les efforts courageux des militants civils locaux sur le terrain, ainsi que par l'impact évident de leur action sur les responsables et les chefs de milices, même dans les situations les plus chaotiques. En Syrie, les militants civils sont devenus la principale source, et dans de nombreux endroits, la seule source, d'informations fiables sur l'impact de la guerre sur la population civile.

Ce travail a été réalisé avec le soutien de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du "Ceasefire Centre for Civilian Rights" et de "Syrians for Truth and Justice", et ne reflète pas nécessairement les positions de l'Union européenne.



Funded by
the European Union